



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Éducation / Ecoles / Suppression / Aide spécialisée

# A Paris, une carte scolaire purement politique ?

L'école publique est un acquis de la République dont il est indispensable de maintenir la qualité. Bien loin de préserver ce bien collectif, le Rectorat de Paris le sacrifie à l'idéologie dominante et applique des choix économiques et comptables dont nos enfants feront les frais. La situation de nombreuses écoles parisiennes exige de ne pas créer des conditions d'enseignement éprouvantes pour les enseignants et fragilisantes pour les élèves les plus en difficulté. Or la carte scolaire à Paris, telle qu'elle se dessine, ne peut qu'aggraver les difficultés.

### **Retrait immédiat du permis de gestion à l'Académie pour infraction au code de l'Éducation**

L'académie bénéficie d'une dotation supplémentaire de 4 postes pour scolariser 300 élèves de plus à la rentrée 2009. Or l'inspecteur d'académie, M. Rosselet, annonce la fermeture de 17 classes, dont 3 classes d'intégration (CLIN). Mais le plus grave, la grande nouveauté par rapport aux années précédentes, c'est la saignée des moyens des RASED (enseignants spécialisés pour aider les enfants en grande difficulté).

- 72 postes : 26 maîtres E spécialisés dans l'aide pédagogique et 46 maîtres G rééducateurs, sont supprimés par « sédentarisation » c'est-à-dire par affectation des enseignants spécialisés dans des classes ordinaires ou dans des classes dites « supplémentaires » en ZEP. Or le travail effectué par les maîtres spécialisés au sein des réseaux d'aide (RASED) est indispensable pour aider les élèves en difficulté.
- 37 postes d'enseignants spécialisés des CAPP (maîtres spécialisés et directeurs des centres d'adaptation psycho pédagogiques) ainsi qu'un poste du CMPP de la MGEN sont supprimés au mépris des besoins de 3000 enfants rencontrant de graves difficultés,
- 21 postes consacrés à la scolarisation des enfants handicapés, notamment ceux ayant des séjours en hôpital, sont supprimés dont 11 de la brigade de remplacement spécialisée.

Au total, ce sont **131 postes spécialisés** qui sont supprimés. Une véritable saignée. Du jamais vu. Il s'agit d'une rupture totale avec la logique, le fonctionnement, les missions du service public d'éducation nationale. **Les enfants les plus fragiles sont sacrifiés !**

**Trop, c'est trop. Assez, ça suffit !**

**Les irresponsables doivent cesser leur casse. Ne les laissons pas continuer.**

Il nous faut réagir sans tarder et faire barrage à cette politique de destruction de l'école publique. Nous sommes tous concernés. Dans tous les quartiers, dans tous les arrondissements, soyons solidaires. Cette politique de suppression massive de postes spécialisés dans l'aide aux enfants les plus fragiles est cohérente avec la « contre réforme » de l'école primaire. L'objectif est de casser la confiance des français dans leur école, pour mieux livrer, le service public d'éducation, aux marchands de formation à l'affût de profits.

**La FCPE-Paris appelle à un rassemblement parents – enseignants  
lors du CDEN du 12 février  
pour exiger**

**le retrait de toutes ces mesures de suppression de postes !**

Paris, le 4 février 2009

RELATIONS PRESSE : Bernard Dubois - ☎ 06 63 36 38 47 bernard.dubois@fcpe75.org

Communiqués en ligne sur : [http://www.cpe75.org/n\\_rpresse.htm](http://www.cpe75.org/n_rpresse.htm)